

Pour diffusion immédiate

**LA JUSTICE: POUR LE PCQ, C'EST UNE PRIORITÉ... MAINTENANT!**

Québec, le 10 septembre 2018 - Accompagné du sénateur Pierre-Hugues Boisvenu, le chef du Parti conservateur du Québec et candidat dans Chauveau, Adrien Pouliot, a martelé que, contrairement au chef caquiste François Legault, un gouvernement de son Parti ferait de la justice une priorité.

« Notre système de justice a été laissé pour compte par le gouvernement Couillard et maintenant, François Legault annonce que le système demeurera un enfant pauvre d'un gouvernement caquiste. Au Parti conservateur du Québec, la justice sera une priorité », a-t-il insisté.

M. Pouliot a rappelé que le Québec détenait le championnat dans plusieurs domaines en ce qui regarde la criminalité :

- Le plus grand nombre de crimes intra familiaux
- Le plus grand nombre de criminels reconnus criminellement non responsables (45% de tous les cas au Canada)
- Le plus haut taux de criminalité lié au crime organisé
- Le plus haut de crimes à caractère sexuel, surtout chez les enfants
- Les délais les plus longs pour la tenue d'un procès
- Un des plus hauts taux de remise des procédures judiciaires
- L'un des taux les plus élevés d'abandon des poursuites criminelles (50%)
- La charge de travail la plus élevée chez les procureurs de la couronne (200 dossiers par procureur en comparaison à 120 en Ontario)
- Un des taux de réincarcération les plus élevés au Canada, soit plus de 70%
- Un taux de délinquance en hausse chez les jeunes (+10% au cours des 10 dernières années chez les 12-17 ans en comparaison à -50% en Colombie-Britannique), ce qui démontre l'échec de nos programmes de réhabilitation.

Le sénateur Boisvenu a tenu à réitérer sa déception vis-à-vis le chef caquiste François Legault qui a déclaré cette semaine que l'adoption d'un registre québécois public des prédateurs sexuels dangereux ne serait pas une priorité d'un gouvernement caquiste.

Selon le sénateur, « Les victimes se battent depuis plus de 15 ans pour un tel registre public dont le coût pour sa mise en œuvre est presque nul. Il est inacceptable qu'au Québec, un prédateur sexuel dangereux sentenced à une peine d'emprisonnement de 2 ans moins un jour soit remis en liberté sans qu'aucun signalement ne soit émis aux différents corps policiers au Québec. Ceci se compare aux 3 000 signalements annuels qui sont faits par la GRC lors des libérations de prédateurs sexuels dangereux condamnés à des sentences de plus de 2 ans et un jour »

Et M. Boisvenu d'ajouter : « Contrairement au Québec, la majorité des provinces anglophones rendent déjà publiques les libérations de prédateurs sexuels dangereux, dont l'Ontario, laquelle province fait près de 60 arrestations préventives annuellement, ce qui fait en sorte que de nombreuses potentielles victimes sont épargnées. »

Le sénateur Boisvenu a interpellé M. Legault en lui demandant pourquoi, en tant que possible prochain premier ministre du Québec, « éviter à d'innocentes femmes et d'enfants sans défense de souffrir inutilement d'horribles drames sexuels n'est pas une priorité pressante pour vous? »

M. Pouliot a conclu en affirmant que le Parti conservateur du Québec reconnaît à tous le droit fondamental à la sécurité de sa personne et de ses biens et reconnaît que pour y arriver nous devons collectivement être plus fermes dans l'administration de la justice et dans la protection de la sécurité publique. « Nous accorderons au système de justice les budgets nécessaires pour qu'il puisse remplir les mandats que nous lui confions ».

MM. Boisvenu et Pouliot ont convié ceux et celles qui veulent un système de justice plus ferme à une Marche Blanche organisée par [PECAS Protection Enfants Contre Agressions Sexuelles - Registre](#) le 15 septembre 2018; départ du CÉGEP Garneau, 1660 boulevard de l'Entente, Québec.

-30-

Pour plus d'informations, contactez : Nicolas Boni-Rowe

Responsable des communications du Parti conservateur du Québec pour l'élection 2018

514-774-2664

[nbonirowe@pcquebec.ca](mailto:nbonirowe@pcquebec.ca)



**JUSTICE: FOR THE QUÉBEC CONSERVATIVE PARTY, IT'S A PRIORITY ... NOW!**

Quebec, September 10, 2018 - Accompanied by Senator Pierre-Hughes Boisvenu, the leader of the Conservative Party Québec and candidate in Chauveau, Adrien Pouliot, asserted that, contrary to the caquiste leader François Legault, a government of his party would make justice a priority.

"Our justice system has been neglected by the Couillard government and now, François Legault announces that the system will remain a poor cousin of a caquiste government. At the Conservative Party of Québec, justice will be a priority", he insisted.

Mr. Pouliot reminded electors that Quebec held top spot in several areas with regard to crime:

- The highest number of intra-family crimes
- The largest number of criminals recognized as not criminally responsible (45% of all cases in Canada )
- The highest crime rate for organized crime
- The highest crime of a sexual nature, especially among children
- The longest time for a trial
- One of the highest rates of delays in judicial procedures
- One of the highest dropout rates of criminal prosecutions (50%)
- The highest workload among Crown prosecutors (200 cases per prosecutor compared to 120 in Ontario)
- One of the highest reoffending rates in Canada, more than 70%
- A higher rate of delinquency among youth (+ 10% over the last 10 years among 12-17 year olds compared to -50% in British Columbia), which demonstrates the failure of our rehabilitation programs.

Senator Boisvenu reiterated his disappointment with caquiste leader François Legault who said this week that the adoption of a Quebec public register of dangerous sexual predators would not be a priority of a caquiste government.

According to the Senator, "Victims have been fighting for more than 15 years for such a public registry whose cost for its implementation is almost

nil. It is unacceptable that in Quebec, a dangerous sexual predator sentenced to a 2 years less a day prison term can be released without any notification being issued to the various police forces in Quebec. This compares to the 3 000 annual reports made by the RCMP on the release of dangerous sexual predators sentenced to more than 2 years and a day"

And Mr. Boisvenu added: "Unlike Quebec, the majority of English-speaking provinces already disclose the release of dangerous sexual predators, including Ontario, which has nearly 60 preventative arrests annually, thus avoiding many potential victims from being harmed."

Senator Boisvenu questioned Mr. Legault, asking him why, as a possible future Premier of Quebec, "avoiding unnecessarily innocent women and defenseless children from suffering horrible sexual dramas is not an urgent priority for you?"

Mr. Pouliot concluded by saying that the Conservative Party of Québec recognizes the fundamental right of all to the security of his person and his property and recognizes that in order to do so we collectively need to be firmer in the administration of justice and in the protection of public security. "We will give the justice system the budgets necessary to fulfill the mandates we entrust to it".

Messrs. Boisvenu and Pouliot invited those who want a stronger justice system at the White March organized by [PECAS Child Protection Against Sexual Assault - Register](#) on September 15, 2018; departure from CÉGEP Garneau, 1660 boulevard de l'Entente, Québec.

-30-

For more information, contact: Nicolas Boni-Rowe

Communications Officer of the Conservative Party of Quebec for the 2018 election

514-774-2664

[nbonirowe@pcquebec.ca](mailto:nbonirowe@pcquebec.ca)